

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

---

**CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME  
DE L'ETAT**

**2017~2019**

***Première version***

*Avril 2016*

## SOMMAIRE

<b>I. RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES A MOYEN TERME DU GOUVERNEMENT .....</b>	<b>2</b>
I.1. Orientations globales et sectorielles .....	2
I.2. Engagements budgétaires de l'Etat .....	3
I.3. Considérations clés pour la mise en œuvre du DSCE .....	4
<b>II. REVUE DE L'EXECUTION DU BUDGET .....</b>	<b>5</b>
II.1. Profil du financement du DSCE depuis 2012 .....	5
II.2. Profil de l'allocation sectorielle des ressources .....	6
II.3. Exécution du budget en ressources en 2014 et 2015.....	7
II.4. Exécution du budget en dépenses en 2014 et 2015 .....	8
II.5. Exécution des grands projets.....	9
<b>III. CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE.....</b>	<b>11</b>
III.1. Engagements politiques et économiques récents .....	11
III.2. Hypothèses .....	11
III.3. Perspectives macroéconomiques .....	12
III.4. Perspectives budgétaires.....	13
<b>IV. PROJECTIONS DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES .....</b>	<b>15</b>
IV.1. Projections des allocations budgétaires publiques par nature économique .....	15
IV.2. Projections des allocations budgétaires par secteur et chapitre .....	15
<b>ANNEXES .....</b>	<b>a</b>
Annexe : Projections du profil des allocations sectorielles et ministérielles (budget de fonctionnement 2017-2019).....	a

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Profil des allocations sectorielles des ressources de l'Etat selon le DSCE (en %) .....	4
Tableau 2: Revue du profil du financement du DSCE depuis 2012 .....	5
Tableau 3: Profil des allocations sectorielles des ressources de l'Etat (en %).....	7
Tableau 4: Mobilisation des ressources au titre de l'exercice budgétaire 2014 et début 2015 (Montant en milliards FCFA) .....	8
Tableau 5: Exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2014 et début 2015 (en milliards.....	9
Tableau 6: Résumé de l'avancement des grands projets .....	10
Tableau 7 : Quelques indicateurs clés.....	12
Tableau 8 : Evolution sectorielle du PIB (en%).....	13
Tableau 9 : Projections Budgétaires.....	14
Tableau 10 : Projections des allocations de l'Etat par nature économique (2017-2019).....	15
Tableau 11 : Projections du budget global par secteur et par chapitre .....	16
Tableau 12 : Projections des allocations sectorielles et ministérielles du budget d'investissement entre 2017 et 2019 .....	18

# I. RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES A MOYEN TERME DU GOUVERNEMENT

## I.1. Orientations globales et sectorielles

Afin d'implémenter les grandes orientations de sa vision de développement à long terme qui est de devenir émergent à l'horizon 2035, le Cameroun s'est doté d'un Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)<sup>1</sup>, cadre de référence de son action pour la période décennale 2010-2020. Le DSCE repose sur trois stratégies : la stratégie de la croissance, la stratégie de l'emploi et la stratégie de la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat. Il poursuit quatre objectifs globaux qui sont :

- (i) Porter la croissance à 5,5% en moyenne annuelle dans la période 2010-2020 ;
- (ii) Ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50% en 2020 avec la création de dizaines de milliers d'emplois formels par an dans les dix prochaines années ;
- (iii) Ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9% en 2007 à 28,7% en 2020 ; et enfin,
- (iv) Atteindre tous les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2020.

S'agissant tout d'abord de la *Stratégie de croissance*, une attention particulière devrait être mise sur :

- ❖ Le *Développement des infrastructures* (Energie, Bâtiment et Travaux Publics, Transports, Technologies de l'Information et de la Communication, Postes et services financiers postaux, Infrastructures de développement urbain et de l'habitat, Eau et assainissement, Gestion domaniale) ;
- ❖ La *Modernisation de l'appareil de production* (Secteur rural, Exploitation minière, Artisanat et économie sociale, Industrie et services) ; le *Développement humain* (Santé, Education et formation professionnelle, Genre, Protection sociale, Solidarité nationale) ;
- ❖ L'*Intégration régionale et diversification des échanges commerciaux* (Intégration régionale, Coopération Nord-Sud, Echanges avec les pays émergents) ;
- ❖ Le *Financement de l'économie* (Fiscalité, Système bancaire, Micro finance, Renforcement de la mobilisation de l'épargne nationale, Stratégie d'endettement).

En ce qui concerne la *Stratégie de l'emploi*, il est question d'agir sur les principaux leviers afin de réaliser :

- ❖ Un *Accroissement de l'offre d'emplois décents* (Emplois salariés, Auto emplois ciblés, Migration du secteur informel vers le secteur formel, Mise en place d'un cadre général incitatif, Mise en œuvre de la stratégie de promotion des approches HIMO<sup>2</sup>) ;
- ❖ une *Mise en adéquation de l'offre d'emplois à la demande*;
- ❖ une *Amélioration de l'efficacité du marché de travail*.

Concernant enfin la *Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat*, des efforts devraient être faits concernant :

- ❖ la *Gouvernance et l'état de droit* (renforcement de l'état de droit et de la sécurité des personnes et des biens, amélioration de l'environnement des affaires, renforcement de

---

<sup>1</sup>Élaboré et adopté en 2009

<sup>2</sup>Haute Intensité de Main d'Œuvre

la lutte contre la corruption et les détournements de fonds, amélioration de l'accès du citoyen à l'information) ;

- ❖ la *Gestion stratégique de l'Etat* (approfondissement du processus de décentralisation, poursuite de la modernisation de l'administration publique, gestion des ressources humaines de l'Etat, protection de l'espace économique national).

## **I.2. Engagements budgétaires de l'Etat**

L'Etat a pris différents engagements budgétaires notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Les engagements relatifs au cadrage macroéconomique et budgétaire sont :

- ❖ Faire passer la part des dépenses de l'éducation financées par les recettes de l'Etat sur le total des recettes internes de l'Etat de 18,3% en 2011 à 22% en 2020 (stratégie du secteur de l'éducation et de la formation, adoptée en Août 2013) ;
- ❖ Consacrer 15% du budget de l'Etat au secteur de la santé. Engagement a été pris par les gouvernements africains à Abuja les 26 et 27 Avril 2001 ;
- ❖ Allouer au moins 10% du budget pour le développement de l'agriculture d'après la déclaration de Maputo (Déclaration de Maputo du 11 Juillet 2003 et ratifiée par le Cameroun en 2011). Il est à noter que la part du budget allouée à l'agriculture se situe encore autour de 3% ;
- ❖ Consacrer 925 milliards au plan triennal d'urgence pour l'accélération de la croissance (conseil de cabinet ministériel du 9 Décembre 2014) ;
- ❖ Consacrer 102 milliards au plan d'urgence« Spécial Jeunes » (discours du Chef de l'État du 10 février 2016 à la Jeunesse).

Par ailleurs, les engagements budgétaires sectoriels définis par le DSCE sur la période 2017-2019 sont présentés dans le tableau ci-après.

**Tableau 1: Profil des allocations sectorielles des ressources de l'Etat selon le DSCE (en %)**

Secteurs	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Education	16,2	16,8	16,8	16,9	17,2	17,2	17,3	17,4	17,4
Santé	6,2	6,8	7,5	7,8	8,1	8,3	8,5	8,7	8,8
Développement Social et Emploi	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9
Culture, sports et loisirs	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Production	5,5	5,9	6,2	6,4	6,6	8,0	8,5	8,7	8,9
dont grands projets	0,1	0,2	0,2	0,2	2,0	3,0	4,0	0,4	0,4
Infrastructures Productives	16,1	16,1	16,1	16,2	16,2	16,3	16,3	16,4	16,5
dont grands projets	0,5	0,7	0,8	0,8	9,0	10,0	10,0	1,0	1,1
Administration générale et financière	6,1	6,1	6,1	6,2	6,2	6,3	6,3	6,4	6,4
Défense et Sécurité	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8	9,9
Souveraineté	6,1	6,2	6,2	6,3	6,4	6,5	6,5	6,6	6,6
Autres dépenses	31,2	29,3	28,2	27,2	26,1	24,1	23,3	22,4	21,9
<b>TOTAL</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100

**Source** : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (Page 119, Paragraphe 477)

### I.3. Considérations clés pour la mise en œuvre du DSCE

Dans le but d'optimiser la mise en œuvre intégrée des stratégies du DSCE (stratégie de croissance, stratégie d'emplois et stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'Etat) les mesures suivantes doivent être appliquées :

- (i) *relever progressivement de 20% à 30% (à l'horizon 2020) la part de l'investissement public dans les dépenses totales de l'Etat* et l'encadrement de celui-ci pour qu'il donne lieu en grande partie à la construction d'infrastructures visibles. Il s'agit de fixer et de respecter des planchers en termes de pourcentage des crédits d'études, des crédits de travaux etc. ;
- (ii) *affecter des ressources massives aux grands projets d'investissements publics afin de trancher avec le saupoudrage généralisé de l'investissement public* observé dans les dernières années et sur lesquels les rapports de mise en œuvre du DSRP, n'ont cessé de revenir tout au long de sa mise en œuvre. Cette mesure exprimera la détermination du Gouvernement à mettre en route des projets d'envergure et rassurera conséquemment les opérateurs économiques dans les cadres des contrats de partenariat envisagés, pour ces grands projets ;
- (iii) *alléger significativement les procédures de passation des marchés et la nature du contrôle budgétaire*. Le gouvernement compte à cet effet, mettre en œuvre et dans les délais, un ensemble des réformes nécessaire à accompagner la mise en œuvre du régime financier de 2007 ;
- (iv) *élargir les options de politique économique en activant notamment toutes les possibilités d'usage de la politique monétaire*. L'Etat compte le cas échéant accroître à

des limites raisonnables sa Position Nette vis-à-vis du système bancaire (PNG) pour financer l'investissement public de soutien à la production ;

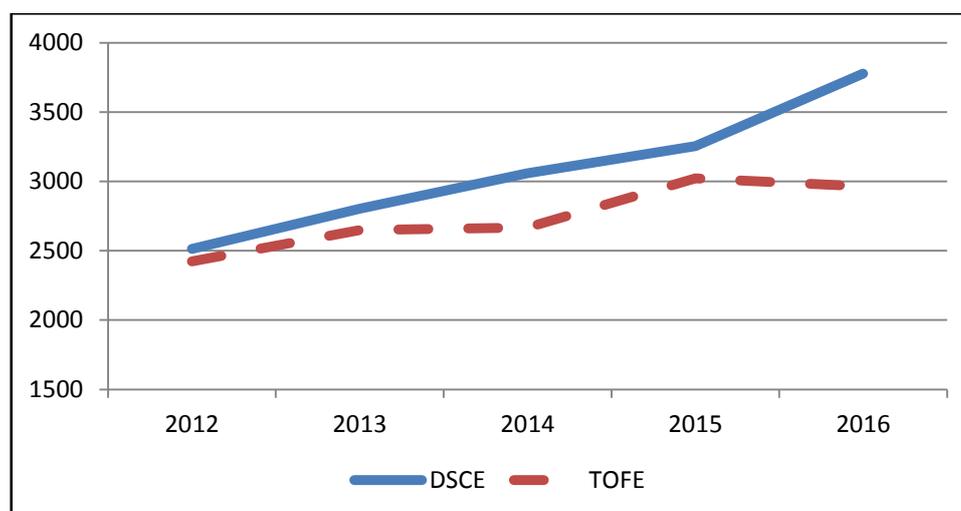
- (v) *Enrayer définitivement, l'absurde incapacité d'absorption des crédits* régulièrement évoquée pour justifier la sous consommation des ressources par les administrations ;
- (vi) *Canaliser l'aide publique au développement (y compris les dons) dans une large mesure (au moins 70%)* vers les secteurs prioritaires de l'infrastructure routière pour le désenclavement des bassins de production, le soutien à la production agricole, et la construction des autres infrastructures de base et de service social notamment dans la santé et l'éducation. Dans l'esprit de la Déclaration de Paris, le Gouvernement, tout en assumant son rôle de Leadership, entend faire du DSCE le cadre de référence pour l'alignement des interventions des Partenaires.

## II. REVUE DE L'EXECUTION DU BUDGET

### II.1. Profil du financement du DSCE depuis 2012

Les données indiquent que le profil des ressources sur la période 2012-2016 est en-dessous des prévisions du DSCE comme l'illustre le graphique ci-dessous.

**Graphique1 : Profil des ressources propres de l'Etat selon le DSCE et le TOFE (2012-2016)**



**Source :** DSCE (annexe 4, tableau 44) et Tableaux des opérations financières de l'Etat (2012-2016)

Pour ce qui est de la structure des ressources propres de l'Etat, on note qu'elle ne s'écarte pas significativement du profil du DSCE (cf. tableau 2). En effet, les contributions des différents postes de recettes (recettes pétrolières, recettes non pétrolières et autres recettes) restent proches des prévisions du DSCE. L'on note toutefois à partir de l'exercice 2015, un léger décrochage du niveau des recettes collectées par rapport aux prévisions du DSCE. Cet écart peut s'expliquer par la baisse importante du cours des hydrocarbures.

**Tableau 2: Revue du profil du financement du DSCE depuis 2012**

Postes de recettes	Source	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Montant en milliards de FCFA</b>						
Recettes totales hors dons	DSCE	2450,7	2753,5	3008,5	3204,6	3728,5
	TOFE	2369	2583	2613	3002,2	2886,5
<i>-Recettes pétrolières</i>	<i>DSCE</i>	<i>678,1</i>	<i>784,6</i>	<i>825,9</i>	<i>786,2</i>	<i>979,4</i>
	<i>TOFE</i>	<i>693</i>	<i>705,2</i>	<i>718</i>	<i>556,4</i>	<i>397,2</i>
<i>-Recettes non pétrolières</i>	<i>DSCE</i>	<i>1772,6</i>	<i>1968,9</i>	<i>2182,6</i>	<i>2418,4</i>	<i>2749,1</i>
	<i>TOFE</i>	<i>1675,6</i>	<i>1878</i>	<i>1895</i>	<i>2445,8</i>	<i>2489,3</i>
Autres recettes (Dons,...)	DSCE	63	50	50	50	50
	TOFE	55	66	55	11,1	58,2
<b>Total des recettes hors financements</b>	<b>DSCE</b>	<b>2513,7</b>	<b>2803,5</b>	<b>3058,5</b>	<b>3254,6</b>	<b>3778,5</b>
	<b>TOFE</b>	<b>2424</b>	<b>2649</b>	<b>2668</b>	<b>3021,6</b>	<b>2965,7</b>
Financement extérieur net	DSCE	42,5	43,4	44,4	76,4	53,8
	TOFE	114,1	199,3	193,1	858,8	382,3
Financement intérieur net (identifié)	DSCE	102,5	100,5	96,9	92,8	72,4
	TOFE	68,3	148,5	207	-429	432,5
<b>En pourcentage des recettes totales hors financements (%)</b>						
Recettes totales hors dons	DSCE	97,5	98,2	98,4	98,5	98,7
	TOFE	97,7	97,5	97,9	98,3	97,3
<i>-Recettes pétrolières</i>	<i>DSCE</i>	<i>27</i>	<i>28</i>	<i>27</i>	<i>24,2</i>	<i>26,3</i>
	<i>TOFE</i>	<i>28,6</i>	<i>26,6</i>	<i>26,9</i>	<i>28,1</i>	<i>13,4</i>
<i>-Recettes non pétrolières</i>	<i>DSCE</i>	<i>70,5</i>	<i>70,2</i>	<i>71,4</i>	<i>72,1</i>	<i>73,7</i>
	<i>TOFE</i>	<i>69,1</i>	<i>70,9</i>	<i>71</i>	<i>71,8</i>	<i>83,9</i>
Autres recettes (Dons,...)	DSCE	2,5	1,8	1,6	1,5	1,3
	TOFE	2,3	2,5	2,1	2,0	1,9

**Source :** DSCE (annexe 4, tableau 44) et Tableaux des opérations financières de l'Etat, (\*) prévision

## II.2. Profil de l'allocation sectorielle des ressources

Les données révèlent que le profil des allocations sectorielles du budget données par les lois de finances s'écarte légèrement de celui arrêté dans le document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. En effet, en ce qui concerne le secteur «Education» par exemple, le DSCE prévoyait sur la période 2010-2015 une part de plus en plus croissante dans le budget de l'Etat, allant de 16,8% en 2013 à 17,2% en 2015. Par contre, on observe que cette part a plutôt eu une tendance légèrement décroissante au fil du temps. D'ailleurs, aucun secteur n'échappe à cette tendance excepté celui des « infrastructures productives ».

En ce qui concerne le poste « Autres dépenses<sup>3</sup> », il continue d'occuper dans le budget de l'Etat une part largement supérieure au profil du DSCE. Cependant, cette situation est à relativiser dans la mesure où ce poste comprend des interventions relatives à tous les autres secteurs.

<sup>3</sup> Ce poste se réfère aux chapitre 60 (subventions et contributions), 65 (dépenses communes) et 94 (interventions en investissement). Il est envisagé d'établir les comptes satellites des différents secteurs notamment éducation, santé et infrastructures. Ce qui permettra d'extirper du poste « autres dépenses » les dépenses relatives se rapportant aux autres secteurs.

**Tableau 3: Profil des allocations sectorielles des ressources de l'Etat (en %)**

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Education</b>	DSCE	16,2	16,2	16,8	16,8	16,9	17,2	17,2
	Loi de Finances	<b>15,3</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>13,9</b>	<b>14,2</b>	<b>13,5</b>	<b>12,1</b>
	Loi de Règlements <sup>4</sup>			<b>14,26</b>				
<b>Santé</b>	DSCE	5,8	6,2	6,8	7,5	7,8	8,1	8,3
	Loi de Finances	<b>4,17</b>	<b>5,9</b>	<b>5,05</b>	<b>5,02</b>	<b>5,01</b>	<b>5,53</b>	<b>5,6</b>
	Loi de Règlements			<b>7</b>				
<b>Développement Social et Emploi</b>	DSCE	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,6
	Loi de Finances	<b>0,78</b>	<b>0,65</b>	<b>0,94</b>	<b>0,85</b>	<b>0,96</b>	<b>0,94</b>	<b>0,8</b>
	Loi de Règlements			<b>0,58</b>				
<b>Culture, sports et loisirs</b>	DSCE	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
	Loi de Finances	<b>1,15</b>	<b>1</b>	<b>1,19</b>	<b>1,31</b>	<b>1,35</b>	<b>1,26</b>	<b>4,7</b>
	Loi de Règlements			<b>1,01</b>				
<b>Production</b>	DSCE	5,6	5,5	5,9	6,2	6,4	6,6	8,0
	Loi de Finances	<b>4,88</b>	<b>5,3</b>	<b>5,58</b>	<b>5,59</b>	<b>5,69</b>	<b>5,45</b>	<b>5,3</b>
	Loi de Règlements			<b>11,2</b>				
<b>dont grands projets</b>	DSCE	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	2	0,3
<b>Infrastructures Productives</b>	DSCE	15,4	16,1	16,1	16,1	16,2	16,2	16,2
	Loi de Finances	<b>9,18</b>	<b>14,7</b>	<b>14,7</b>	<b>15,6</b>	<b>15,7</b>	<b>16,8</b>	<b>20,5</b>
	Loi de Règlements			<b>20,71</b>				
<b>dont grands projets</b>	DSCE	0,5	0,5	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
<b>Administration générale et financière</b>	DSCE	15,4	16,1	16,1	16,1	16,2	16,2	16,3
	Loi de Finances	<b>3,96</b>	<b>4,15</b>	<b>5,32</b>	<b>5,18</b>	<b>5,24</b>	<b>4,58</b>	<b>3,2</b>
	Loi de Règlements			<b>16,44</b>				
<b>Défense et Sécurité</b>	DSCE	9,5	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8
	Loi de Finances	<b>8,89</b>	<b>8,96</b>	<b>9,24</b>	<b>8,64</b>	<b>8,61</b>	<b>8,17</b>	<b>7,6</b>
	Loi de Règlements			<b>8,79</b>				
<b>Souveraineté</b>	DSCE	6,1	6,1	6,2	6,2	6,3	6,4	6,5
	Loi des Finances	<b>5,63</b>	<b>5,41</b>	<b>5,47</b>	<b>5,57</b>	<b>6,53</b>	<b>6,03</b>	<b>5,2</b>
	Loi de Règlements			<b>5,23</b>				
<b>Autres dépenses</b>	DSCE	32,4	31,2	29,3	28,2	27,2	26,1	24,1
	Loi de Finances	<b>46</b>	<b>39,7</b>	<b>37,7</b>	<b>38,4</b>	<b>36,7</b>	<b>37,8</b>	<b>35,0</b>
	Loi de Règlements			<b>14,52</b>				

**Source** : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (Paragraphe 477), Lois de finances et Lois des Règlements.

### II.3. Exécution du budget en ressources en 2014 et 2015

Le tableau ci-dessous indique que le taux de réalisation des recettes budgétaires s'est établi à 102,8% en fin décembre 2015. Cette situation est principalement due à un niveau important de mobilisation des recettes non fiscales (133,1% par rapport aux prévisions budgétaires) et des prêts projets (117,8%).

<sup>4</sup> Valeur égale à Engagement/Ordonnancement.

**Tableau 4: Mobilisation des ressources au titre de l'exercice budgétaire 2014 et 2015  
(Montant en milliards FCFA)**

RUBRIQUES	Exercice 2014			Exercice 2015		
	L.F. 2014(a)	Réalisation au fin dec-14(b)	Taux d'exécution au fin dec-14(b/a en %)	L.F. 2015 (c)	Réalisation fin-dec 2015 (d)	Taux d'exécution fin dec 2015 (d/c en %)
<b>A- RECETTES INTERNES</b>	<b>2 703,0</b>	<b>2 885,4</b>	<b>106,7</b>	<b>2963,4</b>	<b>3 077,9</b>	<b>102,8</b>
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>718,0</b>	<b>678,9</b>	<b>94,6</b>	<b>751,2</b>	<b>556,4</b>	<b>74,1</b>
1-Redevance SNH	546,0	517,2	94,7	549,9	384,5	69,6
2- IS pétrole	172,0	161,7	94,0	201,3	171,9	85,4
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>1 985,0</b>	<b>2 206,5</b>	<b>111,2</b>	<b>2212,2</b>	<b>2 521,5</b>	<b>112,5</b>
<b>1- Recettes Fiscales</b>	<b>1 878,0</b>	<b>2 087,3</b>	<b>111,1</b>		<b>2 225,0</b>	<b>106,1</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>1 240,0</b>	<b>1 387,1</b>	<b>111,9</b>	<b>1403,8</b>	<b>1 547,0</b>	<b>110,2</b>
dont - IRPP	209,0	283,2	135,5	70,1	278,2	99,2
- TVA	437,8	457,9	104,6	103,2	484,9	103,2
- IS non pétrole	272,0	298,0	109,6	173,5	367,1	119,6
- Droits d'accises	100,0	106,5	106,5	30,6	170,2	149,3
- Droits d'enreg.et timbre	74,6	77,0	103,2	20,1	89,2	112,6
- TSPP	110,0	118,6	107,8	25,0	<b>103,8</b>	97,0
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>638,0</b>	<b>700,2</b>	<b>109,7</b>	<b>692,7</b>	<b>678,0</b>	<b>97,9</b>
dont - Droit de douane/import.	282,7	329,8	116,7	76,7	309,7	101,0
- TVA import	323,0	328,8	101,8	87,5	325,3	92,9
- Droits d'accises/import.	17,5	14,9	85,1	3,8	14,5	96,7
- Droits de sortie	8,3	15,2	183,1	3,4	16,7	123,7
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>107,0</b>	<b>119,2</b>	<b>111,4</b>	<b>115,7</b>	<b>154,0</b>	<b>133,1</b>
<b>B- EMPRUNTS ET DONS</b>	<b>609,0</b>	<b>822,0</b>	<b>135,0</b>	<b>149,6</b>	<b>1 026,6</b>	<b>102,7</b>
- Prêts projets	274,0	482,8	176,2	405,0	477,0	117,8
- Dons	55,0	43,2	78,5	58,2	11,1	19,1
- Emission titres publics	280,0	296,0	105,7	320,0	538,5	100,5
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 312,0</b>	<b>3 707,4</b>	<b>111,9</b>	<b>3746,6</b>	<b>4 104,5</b>	<b>102,8</b>

Source : MINFI/DAE/FP

#### II.4. Exécution du budget en dépenses en 2014 et 2015

Les dépenses budgétaires totales en fin décembre 2015 se sont chiffrées à 3 746,6 milliards, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Cette légère hausse est due à l'accroissement du service de la dette publique (+211,7) milliards. Les dépenses d'investissement ont quant à elles diminué de 62,5 milliards. Le taux d'exécution des dépenses budgétaires au 31 décembre 2015 a été de 94,2 %.

**Tableau 5: Exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2014 et 2015 (en milliards)**

RUBRIQUES	Exercice 2014			Exercice 2015		
	L.F. 2014(a)	Réalisation au fin dec-14(b)	Taux d'exécution fin dec-2014 (b/a en %)	L.F. 2015 (c)	Réalisation fin-dec 2015 (d)	Taux d'exécution fin-dec 2015 (d/c en %)
<b>I-Dépenses courantes*</b>	<b>2 009,2</b>	<b>2 214,3</b>	<b>110,2</b>	<b>2159,9</b>	<b>2 163,9</b>	<b>100,2</b>
Dépenses de personnel	835,0	851,6	102,0	900,0	910,7	101,2
Dépenses de Biens & Services	641,0	765,5	119,4	715,6	713,6	99,7
dont - C2D	11,0	25,2	229,1	7,7	11,0	87,3
Transferts et pensions	533,2	597,2	112,0	544,3	539,6	99,1
<b>II- Dépenses d'investissement</b>	<b>1 000,0</b>	<b>1 150,7</b>	<b>115,1</b>	<b>1150,0</b>	<b>1 088,2</b>	<b>87,3</b>
Sur financements extérieurs	291,0	487,1	167,4	425,0	488,1	114,8
Sur ressources propres	639,0	614,1	96,1	650,0	543,5	72,9
1- Investissement hors C2D	618,0	586,3	94,9	123,5	524,9	73,1
2- C2D	21,0	27,8	132,4	0,0	18,6	66,9
Dépenses de restructuration	70,0	49,5	70,7	75,0	56,6	75,5
<b>III- Service de la dette publique</b>	<b>302,8</b>	<b>298,2</b>	<b>98,5</b>	<b>436,7</b>	<b>509,9</b>	<b>86,9</b>
Dette extérieure	104,4	125,9	120,6	109,5	133,9	122,3
Dette intérieure	198,4	172,3	86,8	327,2	376,0	78,8
dont - amortissement du principal	23,0	33,4	145,2	14,6	109,50	113,4
- Remboursement crédits TVA	90,0	60,5	67,2	100,0	75,6	75,6
- Arriérés intérieurs	20,1	16,5	82,1	100,0	100,2	37,7
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>3 312,0</b>	<b>3 663,2</b>	<b>110,6</b>	<b>3746,6</b>	<b>3762,0</b>	<b>94,2</b>

**Source :** MINFI/DAE/FP

S'agissant du BIP 2015, il était de 1150 milliards de FCFA, soit 30,7% du budget global de l'Etat. Cette part est en hausse de 0,5% par rapport à l'exercice budgétaire 2014 où la part du BIP a représentée 30,2%.

## II.5. Exécution des grands projets

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement, le Cameroun a privilégié la réalisation d'un certain nombre de projets structurants avec pour but d'obtenir des améliorations structurelles sur l'économie et les conditions de vie des populations. Parmi les plus importants d'entre eux, on peut évoquer : le Complexe industrialo portuaire de Kribi, le Barrage réservoir de Lom Pangar, le Barrage hydroélectrique de Memve'ele, le Barrage hydroélectrique de Mekin, l'usine des tracteurs d'Ebolowa, le bitumage de la route Kumba Mamfé.

La situation connue sur l'exécution de ces projets est résumée dans le tableau ci-après.

**Tableau 6: Résumé de l'avancement des grands projets**

Intitulé	Coût total du projet (milliards de FCFA)	Montant effectivement mobilisé au 30 juin 2015	Taux d'achèvement	Etat d'avancement en fin 2015	Calendrier et perspective
Complexe industrialo portuaire de Kribi (Phase 1)	244	•	100%	Les travaux de construction des infrastructures portuaires de la phase 1 sont achevés. La mise en place des différents opérateurs et administrations de gestion du port est en cours	
Barrage de Lom Pangar (6 milliards m <sup>3</sup> d'eau et 30 Mw pour l'usine de pied)	220	•	94%	Travaux avancés à 94%. Les aménagements pour les fondations de l'usine de pied ont également déjà été réalisés.	La mise en eau partielle en Septembre 2015 Mise en service de l'usine de pied : 2016
Barrage de Memve'ele (211 Mw)	380	•	76%	Travaux avancés à 76% Les travaux de fondation de l'usine ont également démarrés et les turbines ont déjà été acquises.	Mise en service prévue en 2017
Barrage de Mekin (12 Mw)	26	•	90%	le barrage de MEKIN a été mis en service le 23 décembre 2015	Mai 2016
Programme d'amélioration de la production du riz et du maïs à travers la motorisation agricole	75,2	•	95%	Les travaux de construction de l'Usine ainsi que ceux du hangar de stockage sont achevés. La validation des derniers décomptes en vue de la réception des travaux est en cours.	Fin 2015
Autoroute Yaoundé-Nsimalen	60 (pour la section rase campagne)	•	30%	Recrutement de quatre entreprises (China Communications Constructions Company Ltd (CCCC), Sinohydro Corporation, China Road and Bridget Corporation et Arab Contractor) Procédure d'indemnisation en cours pour la section rase campagne. Etudes en cours pour la section urbaine	Durée des travaux : 36 mois (section rase campagne)
Autoroute Yaoundé-Douala	500	•	11%	Marché attribuée à une entreprise chinoise (la China First Highway Engineering Company (CFHEC)) pour la première phase (yaoundé Bibodji) qui a démarré les travaux sur 100 premiers kilomètres.	
Deuxième Pont sur le Wouri	110	•	36%	Les travaux de réalisation du deuxième pont sur le Wouri se poursuivent et le taux d'exécution des travaux est estimé à 36%.	Fin 2017
Aménagement des entrées Est et Ouest de la Ville de Douala	49,2 (Ouest) 50,6 (Est)	•	Ouest : 27,3% Est : 88,41%	Les travaux sont en cours avec les dégagements et la stabilisation des couches de fondations à l'entrée Est et le taux d'exécution est estimé à 55%. Pour l'entrée Ouest, ils ont démarrés en janvier 2015 et le niveau d'exécution est estimé à 12%.	2017
Bitumage de la route Kumba Manfé 150 Km		•	10%		

**Source :** MINEPAT

### **III. CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE**

#### **III.1. Engagements politiques et économiques récents**

Pour atteindre les objectifs de développement tels que prévus dans les cadres stratégiques de planification, les autorités camerounaises ont récemment pris des engagements sur les plans politiques et économiques. Il s'agit de :

- La poursuite de la mise en œuvre du DSCE avec notamment les grands projets de seconde génération ;
- La mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal (PLANUT) et du Plan d'Urgence Spécial Jeune ;
- L'organisation de la CAN masculine en 2019 ;
- L'intensification de la lutte contre la corruption ;
- La mobilisation des acteurs du secteur privé pour parvenir à créer une synergie pouvant booster la croissance et l'industrialisation du pays ;
- L'amélioration du climat des affaires ;
- Le renforcement de la lutte contre l'insécurité transfrontalière.

Ces engagements devraient modifier l'environnement économique national et les tendances dans l'évolution des agrégats macroéconomiques. C'est sur la base de ceux-ci que les hypothèses du cadrage macro-budgétaire sont établies.

#### **III.2. Hypothèses**

L'évolution du cadre macroéconomique au cours de la période 2017-2019 repose sur un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution de l'activité économique internationale et nationale.

Au plan international, les projections tiennent notamment compte :

- la forte baisse des cours des matières premières, en particulier des hydrocarbures ;
- une croissance mondiale de plus en plus faible ;
- le ralentissement de la croissance de la Chine.

Au plan national, les projections reposent sur :

- le fléchissement de la production pétrolière dès 2016 ;
- la mise en service dès 2017 des barrages de Lom Pangar et de Memve'ele;
- les effets induits sur la demande intérieure, notamment de la poursuite de la mise en œuvre des grands projets (bitumage de l'entrée Est et Ouest de Douala ; second Pont sur le Wouri ; barrages de Memve'ele, de Lom Pangar et de Mekin) ;
- la construction des infrastructures liées au PLANUT et à l'organisation de la CAN masculine 2019 ;
- La mise en œuvre des projets du Plan d'Urgence Spécial Jeunes.

Toutefois, ce regain de l'activité économique devrait faire face à certains facteurs de risque, notamment :

- la persistance de l'insécurité transfrontalière;
- le non-respect du calendrier de mise en œuvre des projets du PLANUT ;
- les retards dans l'exécution des chantiers de la CAN 2019 ;
- le retard de l'entrée en service des grands projets énergétiques notamment les barrages de Lom Pangar et Memve'ele.

### III.3. Perspectives macroéconomiques

Les perspectives de croissance formulées sur la période 2017-2019 reposent sur l'ensemble des hypothèses ci-dessus formulées, relative à l'évolution de la situation économique internationale et la mise en œuvre effective des projets d'investissement au plan national.

Il ressort que la consolidation de la croissance économique va se poursuivre jusqu'à 2016 avec une croissance estimée à 6% et va connaître un fléchissement selon les projections de 2017 (5,8%) avant de connaître une reprise en 2018 et se poursuivre en 2019.

La croissance est projetée à 6,7% en moyenne sur la période 2017-2019. La stabilité relative de la croissance ces récentes années autour de 6%, pourrait s'expliquer par les effets de la chute du cours des matières premières et en particulier des hydrocarbures.

**Tableau 7 : Quelques indicateurs clés**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017**	2018**	2019**
<b>Croissance annuelle (en %)</b>										
<b>PIB à prix constant</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6,6</b>	<b>7,7</b>
PIB Pétrolier	-12,6	-7,3	3,5	8,5	13,9	27,2	2,5	-4,5	-5,0	0,0
PIB non pétrolier	4,1	4,6	4,6	5,5	5,6	5,1	6,1	6,3	7,1	7,9
<b>Taux d'investissement (FBCF/PIB)</b>	<b>19,0</b>	<b>20,6</b>	<b>19,2</b>	<b>19,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,3</b>	<b>20,8</b>	<b>21,3</b>	<b>21,8</b>	<b>22,1</b>
Privée	16,7	18,2	16,9	17,1	18,2	18,5	18,7	19,3	19,8	20,1
Publique	2,2	2,4	2,3	2,3	2,3	1,8	2,1	2,1	2,0	2,0
<b>Recettes hors Dons (en % PIB)</b>	<b>16,0</b>	<b>17,4</b>	<b>17,5</b>	<b>17,6</b>	<b>18,0</b>	<b>17,9</b>	<b>16,1</b>	<b>16,1</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>
<i>pétrolières</i>	4,2	5,1	5,1	4,8	4,3	3,3	2,2	1,9	1,8	1,8
<i>Taux de pression fiscale hors pétrole (recettes non pétrolières/PIB)</i>	11,7	12,4	12,4	12,7	13,8	14,6	13,9	14,2	14,6	14,8
<b>Dépenses (en % PIB)</b>	<b>17,2</b>	<b>19,7</b>	<b>18,8</b>	<b>21,9</b>	<b>22,1</b>	<b>20,3</b>	<b>20,9</b>	<b>20,4</b>	<b>20,4</b>	<b>19,8</b>
<i>courantes</i>	13,7	14,2	13,3	14,6	14,4	13,9	12,4	11,1	11,1	11,0
<i>en capital</i>	3,6	5,6	5,5	7,3	7,7	6,5	8,5	9,3	9,3	8,8
<b>Prix à la consommation (croissance en %)</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>

**Source :** MINEPAT/DAPE ; (\*) estimation ; (\*\*) projection

Au regard de la ventilation sectorielle, les perspectives de croissance dans **le secteur primaire** demeurent favorables, avec une croissance qui se situera à 5,8% en moyenne sur la période 2017-2019. On relève une stabilité relative sur cette même période de l'agriculture industrielle et d'exportation et une forte croissance de l'élevage, la chasse et la pêche.

Dans **le secteur secondaire**, la croissance est plus forte et situerait à 7,1% en moyenne sur la période 2017-2019. Cette consolidation de la croissance dans ce secteur est

due aux BTP avec la réalisation des différents ouvrages et infrastructures aussi bien dans le cadre des grands projets, que ceux du plan d'urgence triennal et des CAN 2016 et 2019, les industries manufacturières avec l'amélioration de l'offre énergétique combinée à la forte demande intérieure que devra générer la mise en œuvre des différents projets d'envergures et la tenue de l'évènement spécial que constitue la CAN 2016. La projection de la croissance des BTP en 2019 est de 17,1% et s'expliquerait par la réalisation de la phase d'exploitation de plusieurs grands projets dès 2019.

Le **secteur tertiaire** enfin, il est attendu une croissance de 6,9% en moyenne sur la période 2017-2019.

**Tableau 8 : Évolution sectorielle du PIB (en%)**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017**	2018**	2019**
<b>Secteur primaire</b>	<b>6,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,7</b>	<b>5,9</b>	<b>5,5</b>	<b>5,7</b>	<b>5,8</b>	<b>5,9</b>
Agriculture vivrière	3,7	3,8	3,8	3,9	4,2	4,0	5,0	5,3	5,4	5,4
Agriculture ind. et d'export.	7,8	-1,6	-3,7	6,9	2,9	25,4	7,4	6,5	6,4	6,8
Elevage, chasse	2,7	4,1	2,6	4,8	5,7	5,7	5,8	7,2	7,3	7,3
Pêche	3,5	1,9	1,8	2,8	2,7	2,8	3,8	4,6	5,1	5,4
Sylviculture et expl. forestière	32,8	2,1	-0,2	-1,8	9,9	7,4	8,0	6,4	6,7	6,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>4,9</b>	<b>5,7</b>	<b>6,8</b>	<b>8,7</b>	<b>6,2</b>	<b>5,5</b>	<b>6,3</b>	<b>9,5</b>
Industries extractives	-11,9	-6,7	3,7	8,7	13,7	27,2	2,5	-4,5	-5,0	0,0
Dont : Hydrocarbures	-12,6	-7,3	3,5	8,5	13,9	27,2	2,5	-4,5	-5,0	0,0
Ind. Agro-alimentaires	5,8	4,2	5,4	3,7	5,2	4,1	5,9	6,7	7,5	9,7
Autres Ind. manufacturières	1,1	1,2	4,9	3,6	3,6	3,2	5,2	5,5	5,8	9,1
Electricité, gaz et eau	3,9	3,6	-0,1	8,7	10,6	4,5	6,2	8,7	12,3	14,4
BTP	9,1	9,6	6,7	12,9	10,8	11,8	15,3	15,8	17,0	17,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>6,1</b>	<b>5,6</b>	<b>4,5</b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>7,1</b>	<b>7,5</b>
Commerce, restaurants et hôtels	1,9	4,9	5,4	5,7	5,2	5,6	6,0	6,4	7,6	8,0
Transports, entrepôts, télécommunications	5,2	8,2	8,1	7,9	6,5	3,6	7,1	7,1	7,8	8,1
Banques et organismes financiers	6,1	8,4	6,7	13,3	13,7	5,4	6,4	7,8	8,1	8,2
Autres services marchands	7,5	4,7	2,3	5,0	2,6	3,0	5,7	7,6	7,3	7,9
SIFIM	4,3	3,7	6,7	7,9	8,9	5,8	6,6	4,9	4,2	4,0
Services non marchands des APU	3,7	4,6	6,1	5,0	6,7	4,5	5,2	2,2	4,7	4,9
Autres services non marchands	5,4	3,3	4,0	5,2	5,8	5,5	5,2	5,6	5,5	4,9
<b>PIB</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6,6</b>	<b>7,7</b>

**Source** : MINEPAT/DAPE ; (\*) estimation ; (\*\*) projection

### III.4. Perspectives budgétaires

En 2017, les ressources budgétaires pourraient atteindre la somme de 4 408,6 milliards dont 3 264,8 milliards de recettes internes et 1 143,8 milliards des autres recettes. Sur la période 2017-2019, ces recettes devront connaître une dynamique haussière pour se situer à 5 231,5 milliards en 2019. Pour ce qui est des autres recettes, elles devraient être principalement constituées des prêts projets nécessaires pour la mise en œuvre des principaux grands projets d'infrastructures et du Plan d'Urgence.

S'agissant des dépenses, le volume projeté en 2017 est effectivement de 4 408,6 milliards et comprennent 2 028,6 milliards de dépenses courantes, 1 815,7 milliards de dépenses en capital (dont 425,0 milliards pour le plan d'urgence) et 564,4 milliards de service de la dette. Les dépenses sur ressources internes sont projetées à 1 056,6 milliards en moyenne sur la période 2017-2019.

**Tableau 9 : Projections Budgétaires**

LIBELLES	Loi des Finances			Projections		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>A - RECETTES TOTALES (I+II)</b>	<b>3746,6</b>	<b>3710,1</b>	<b>4233,2</b>	<b>4408,6</b>	<b>4850,0</b>	<b>5231,5</b>
<b>I - RECETTES INTERNES</b>	<b>2963,4</b>	<b>3077,8</b>	<b>3105,0</b>	<b>3264,8</b>	<b>3650,0</b>	<b>4064,2</b>
<b>1-Recettes pétrolières</b>	<b>751,2</b>	<b>556,4</b>	<b>397,2</b>	<b>374,6</b>	<b>396,0</b>	<b>420,2</b>
- Redevance SNH	549,9	384,5	247,2	292,0	301,6	322,4
- Impôts/Stés pétrolières	201,3	171,9	150,0	82,6	94,5	97,8
<b>2- Recettes non pétrolières</b>	<b>2212,2</b>	<b>2521,4</b>	<b>2707,8</b>	<b>2890,2</b>	<b>3254,0</b>	<b>3644,0</b>
- Impôts et taxes	1403,8	1585,3	1630,9	1815,1	2046,9	2293,8
- Recettes douanières	692,7	782,2	804,7	895,7	1010,0	1131,9
- Recettes non fiscales	115,7	153,9	272,2	179,4	197,0	218,4
<b>II - AUTRES RECETTES</b>	<b>783,2</b>	<b>632,3</b>	<b>1128,2</b>	<b>1143,8</b>	<b>1200,0</b>	<b>1167,3</b>
dont: - Prêts projets	405	477,0	505,0	740,6	919,5	900,2
- Dons	58,2	11,1	58,2	50,0	55,6	55,0
<b>B - DEPENSES TOTALES (I+II+III)</b>	<b>3746,6</b>	<b>3 710,1</b>	<b>4 233,2</b>	<b>4 408,6</b>	<b>4 850,0</b>	<b>5 231,5</b>
<b>I - DEPENSES COURANTES</b>	<b>2159,9</b>	<b>2 256,9</b>	<b>1 981,2</b>	<b>2 028,6</b>	<b>2 217,0</b>	<b>2 430,2</b>
1- Dépenses de personnel	900	910,7	955,2	1 031,6	1 119,3	1 220,0
2- Achats sur biens et services	715,6	786,6	667,0	618,9	699,4	790,3
3- Transferts et subventions	544,3	559,6	359,0	378,0	398,3	419,8
Subventions	361,3	378,2	165,0	178,2	192,5	207,9
dt Sub. SONARA (soutien prix carburant)	201,3	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions	160	378,2	165,0	178,2	192,5	207,9
Pensions	183	181,5	194,0	199,8	205,8	212,0
<b>II- DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>1150</b>	<b>1 088,1</b>	<b>1 525,8</b>	<b>1 815,7</b>	<b>1 997,3</b>	<b>2 097,1</b>
1- Dépenses sur FINEX	425	488,1	525,0	740,6	919,5	900,2
- dont plan d'urgence		100,0	350,0	425,0	50,0	0,0
2- Dépenses sur ressources internes	650	543,5	945,8	1005,1	1022,8	1142,0
3- Dépenses de restructurations	75	56,57	55	70	55	55
<b>III- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>436,7</b>	<b>364,257</b>	<b>726,2</b>	<b>564,4</b>	<b>635,7</b>	<b>704,2</b>
<b>1- Dette extérieure</b>	<b>109,5</b>	<b>133,942</b>	<b>335,0</b>	<b>279,1</b>	<b>363,8</b>	<b>453,6</b>
- Intérêts	30,5	51,9	212,3	132,5	149,6	171,2
- Principal	79	82,0	122,7	146,6	214,1	282,4
<b>2- Dette intérieure</b>	<b>327,3</b>	<b>230,3</b>	<b>391,2</b>	<b>285,2</b>	<b>271,9</b>	<b>250,5</b>
dont : - Intérêts	14,6	18,0	30,2	19,2	13,5	9,0
- Principal	46,6	39,479	252,5	92,6	85,8	65,7
- Arriérés intérieurs	116,1	27,2	10,0	10,2	9,6	9,7
- Remboursement Crédits TVA	100	75,6	98,5	105,7	105,5	128,7
- Remboursement emprunt obligataire	50	70	0	57,5	57,5	37,5
<b>Besoin de financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Source : MINEPAT, MINFI

## IV. PROJECTIONS DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES

### IV.1. Projection des allocations budgétaires publiques par nature économique

Les ressources mobilisées par l'Etat lui permettront de mettre en œuvre sa politique de dépenses publiques. Celles-ci sont orientées vers trois destinations économiques majeures : (i) les dépenses de fonctionnement de l'Etat qui comprennent les dépenses salariales, les dépenses d'acquisition de biens et services, les interventions courantes de l'Etat, les pensions et les dépenses communes ; (ii) les dépenses d'investissement ; et, (iii) le paiement du service de la dette.

Au cours de la période 2017-2019, la part du budget consacrée à l'investissement devrait osciller autour de 40%; grâce aux bonnes perspectives de croissance économique, à la mise en œuvre des nombreux chantiers routiers, autoroutiers et énergétiques. Mais également grâce à la construction des stades pour les CAN 2016 et 2019, la mise en œuvre du Plan d'Urgence et du Plan d'Urgence Triennal Spécial Jeune.

**Tableau 10 : Projections des allocations de l'Etat par nature économique (2017-2019)**

	2011	2012	2013	2014	2015	2015 ajusté	2016	2017	2018	2019
<b>En milliards FCFA</b>										
Fonctionnement	1520	1720	1965	2009,2	2 114	2 256,9	1 981,2	2 028,6	2 217,0	2 430,2
Investissement	680	792	957	1000	1150	1 088,1	1 525,8	1 815,7	1 997,3	2 097,1
Dont FINEX				291	425	488,1	525,0	740,6	919,5	900,2
Service de la dette	371	287	314	303	436,7	364,2	726,2	564,3	635,7	704,1
<b>Dépenses totales</b>	<b>2571</b>	<b>2799</b>	<b>3236</b>	<b>3312</b>	<b>3746,6</b>	<b>3 710,0</b>	<b>4 233,2</b>	<b>4 408,6</b>	<b>4 850,0</b>	<b>5 231,5</b>
<b>En % des dépenses totales</b>										
Fonctionnement	59,1	61,5	60,7	60,7	56,4	60,8	46,8	46,0	45,7	46,5
Investissement	26,4	28,3	29,6	30,2	30,7	29,3	36,0	41,2	41,2	40,1
Service de la dette	14,4	10,3	9,7	9,1	11,7	9,8	17,2	12,8	13,1	13,5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : MINEPAT/MINFI

### IV.2. Projection des allocations budgétaires par secteur et chapitre

Les allocations budgétaires pour les exercices 2017, 2018 et 2019 en termes de montant nominal évolueront de manière croissante pour tous les secteurs. Les secteurs qui connaîtront des augmentations plus fortes sont le secteur de la santé, celui des infrastructures et celui des industries et des services. Pour ce qui est des chapitres, c'est la dette publique extérieure qui connaîtra l'augmentation relative la plus forte sur la période.

**Tableau 11 : Projections du budget global par secteur et par chapitre**

Chapitre budgétaire	Budget global en milliards de FCFA	LF		Projections		
		2015	2016	2017	2018	2019
	<b>I. Secteurs sociaux</b>	<b>795,2</b>	<b>984,2</b>	<b>1048,8</b>	<b>1162,2</b>	<b>1263,4</b>
	<b>Education</b>	<b>505,9</b>	<b>512,7</b>	<b>528,2</b>	<b>581,6</b>	<b>638,4</b>
15	EDUCATION DE BASE	188,6	206,2	211,7	233,0	256,0
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	251,5	246,1	252,2	277,4	305,0
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	51,9	47,6	50,7	56,1	61,1
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	13,8	12,8	13,6	15,0	16,4
	<b>Santé</b>	<b>207,1</b>	<b>236,2</b>	<b>252,1</b>	<b>279,8</b>	<b>303,0</b>
40	SANTE PUBLIQUE	207,1	236,2	252,1	279,8	303,0
	<b>Développement Social et Emploi</b>	<b>35,0</b>	<b>36,0</b>	<b>38,2</b>	<b>42,3</b>	<b>46,0</b>
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	4,6	4,4	4,6	5,0	5,5
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	19,2	18,7	20,4	22,7	24,5
42	AFFAIRES SOCIALES	6,2	5,9	6,1	6,8	7,4
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	5,0	6,9	7,1	7,8	8,6
	<b>Culture, sports et loisirs</b>	<b>47,3</b>	<b>199,4</b>	<b>230,3</b>	<b>258,5</b>	<b>276,0</b>
26	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	9,9	9,3	9,8	10,9	11,8
17	COMMUNICATION	9,5	8,4	8,8	9,7	10,6
16	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	23,8	177,7	207,5	233,3	248,5
14	ARTS ET CULTURE	4,1	4,1	4,2	4,7	5,1
	<b>II. Production et commerce</b>	<b>833,8</b>	<b>1091,8</b>	<b>1198,7</b>	<b>1337,4</b>	<b>1436,5</b>
	<b>Secteur rural</b>	<b>166,3</b>	<b>175,3</b>	<b>187,9</b>	<b>208,6</b>	<b>225,8</b>
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	108,7	110,2	117,6	130,5	141,2
31	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	31,7	39,1	42,8	47,7	51,5
33	FORETS ET FAUNE	18,8	18,5	19,3	21,4	23,3
28	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE ET DEV DURABLE	7,2	7,5	8,1	9,0	9,8
	<b>Industries et services</b>	<b>38,0</b>	<b>47,4</b>	<b>52,4</b>	<b>58,4</b>	<b>62,9</b>
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	9,8	10,0	10,6	11,7	12,7
21	COMMERCE	6,2	5,8	6,1	6,8	7,4
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIAL ET ARTISANAT	12,4	11,9	12,9	14,3	15,5
23	TOURISME ET LOISIRS	9,7	19,7	22,8	25,5	27,3
	<b>Infrastructures</b>	<b>629,4</b>	<b>869,2</b>	<b>958,5</b>	<b>1070,4</b>	<b>1147,8</b>
45	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	43,7	44,2	47,0	52,2	56,3
36	TRAVAUX PUBLICS	325,8	403,9	437,9	488,0	524,4
46	TRANSPORTS	8,2	8,8	9,2	10,1	11,0
32	EAU ET ENERGIE	126,0	214,2	241,0	270,0	288,2
38	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	103,2	177,6	201,9	226,3	241,8
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	22,6	20,6	21,5	23,8	26,0
	<b>III. Administration générale et financière</b>	<b>171,5</b>	<b>156,5</b>	<b>164,3</b>	<b>181,5</b>	<b>198,2</b>
20	FINANCES	48,4	46,3	47,5	52,2	57,4
22	ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	40,8	32,2	35,6	39,8	42,7
7	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	45,3	42,2	44,4	49,0	53,6
10	MARCHES PUBLICS	23,5	22,7	23,4	25,7	28,3
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	13,5	13,1	13,4	14,8	16,3
	<b>IV. Défense et Sécurité</b>	<b>306,1</b>	<b>323,3</b>	<b>332,9</b>	<b>366,5</b>	<b>402,7</b>
13	DEFENSE	209,3	229,7	236,2	259,9	285,7
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	96,8	93,5	96,7	106,6	117,0
	<b>V. Souveraineté et Gouvernance</b>	<b>218,3</b>	<b>202,1</b>	<b>209,4</b>	<b>230,8</b>	<b>253,2</b>
	<b>Souveraineté</b>	<b>114,3</b>	<b>103,9</b>	<b>107,6</b>	<b>118,6</b>	<b>130,1</b>
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	55,2	48,0	49,7	54,7	60,1

Chapitre budgétaire	Budget global en milliards de FCFA	LF		Projections		
		2015	2016	2017	2018	2019
2	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	11,6	11,0	11,5	12,7	13,9
4	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	15,0	13,3	14,0	15,4	16,9
5	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1,8	1,6	1,7	1,9	2,0
6	RELATIONS EXTERIEURES	30,6	30,0	30,8	33,9	37,3
	<b>Gouvernance</b>	<b>104</b>	<b>98</b>	<b>102</b>	<b>112</b>	<b>123</b>
8	JUSTICE	48,0	44,8	46,1	50,7	55,8
9	COUR SUPREME	4,7	4,4	4,5	5,0	5,5
51	ELECTIONS CAMEROON	10,6	9,6	9,9	10,9	11,9
11	CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT	5,2	4,6	4,8	5,3	5,8
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6
3	ASSEMBLEE NATIONALE	19,0	18,5	19,4	21,4	23,4
53	SENAT	15,2	15,0	15,8	17,4	19,0
95	Report crédits	7,5	2,5	2,8	3,1	3,4
	<b>VI. Total Ministères</b>	<b>2332,3</b>	<b>2760,3</b>	<b>2956,9</b>	<b>3281,4</b>	<b>3557,3</b>
	Total chapitres communs fonctionnement	749,6	557,6	580,1	626,2	676,5
55	Pensions	183,0	194,0	199,8	205,8	212,0
60	Subventions et contributions	331,3	135,0	148,2	162,5	177,9
65	Dépenses Communes	235,3	228,6	232,1	257,9	286,6
94	Interventions en Investissement	153,0	134,0	163,2	159,7	148,5
93	Dépenses de Restructuration & Réhabilitation (*)	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
92	Participation (*)	45,0	25,0	40,0	25,0	25,0
	Total budget (hors dette publique, hors espace budgétaire)	<b>3309,9</b>	<b>3506,9</b>	<b>3770,2</b>	<b>4122,4</b>	<b>4437,4</b>
56	Dette publique extérieure	109,5	335,0	279,1	363,8	453,6
57	Dette publique intérieure	327,2	392,8	285,2	271,9	250,5
	<i>Espace budgétaire (10% FINEX prévisionnels)</i>			<b>74,06</b>	<b>91,95</b>	<b>90,02</b>
	<b>Budget</b>	<b>3746,6</b>	<b>4234,7</b>	<b>4408,6</b>	<b>4850,0</b>	<b>5231,5</b>

Source : MINEPAT/MINFI

### • Budget d'investissement

Le tableau ci-dessous présente le budget d'investissement par secteur et par chapitre.

L'évolution des dépenses d'investissement des différents secteurs devront augmenter de manière continue sur la période 2017-2019. Les secteurs dont le budget connaît une hausse très sensible sur la période sont le secteur rural, le secteur des infrastructures et les autres dépenses à cause de l'investissement liés à l'organisation des CAN et du Plan d'Urgence. Les financements extérieurs devraient diminuer entre 2018 à 2019.

**Tableau 12 : Projections des allocations sectorielles et ministérielles du budget d'investissement entre 2017 et 2019**

Chapitre budgétaire	INVESTISSEMENT (en milliards de FCFA)	LF	Projections		
		2016	2017	2018	2019
	<b>I. Secteurs sociaux</b>	<b>377,5</b>	<b>431,4</b>	<b>484,2</b>	<b>515,9</b>
	<b>Education</b>	<b>60,6</b>	<b>68,1</b>	<b>76,3</b>	<b>81,4</b>
15	EDUCATION DE BASE	21,6	23,9	26,7	28,5
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	21,6	23,8	26,6	28,5
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13,3	15,8	17,7	18,9
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	4,0	4,6	5,2	5,5
	<b>SANTE</b>	<b>132,5</b>	<b>146,6</b>	<b>163,9</b>	<b>175,2</b>
40	SANTE PUBLIQUE	132,5	146,6	163,9	175,2
	<b>Développement Social et Emploi</b>	<b>15,2</b>	<b>17,0</b>	<b>19,1</b>	<b>20,4</b>
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	0,4	0,5	0,5	0,6
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	12,8	14,4	16,1	17,2
42	AFFAIRES SOCIALES	0,9	1,1	1,2	1,3
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1,0	1,1	1,2	1,3
	<b>Culture, sports et loisirs</b>	<b>169,4</b>	<b>199,7</b>	<b>224,9</b>	<b>239,0</b>
26	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	2,9	3,3	3,7	3,9
17	COMMUNICATION	1,5	1,8	2,0	2,1
16	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	164,4	194,0	218,4	232,1
14	ARTS ET CULTURE	0,6	0,7	0,8	0,8
	<b>II. Production et commerce</b>	<b>869,4</b>	<b>972,4</b>	<b>1088,8</b>	<b>1162,5</b>
	<b>Secteur rural</b>	<b>98,2</b>	<b>109,5</b>	<b>122,5</b>	<b>130,9</b>
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	64,9	71,5	80,0	85,5
31	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	23,6	27,1	30,4	32,4
33	FORETS ET FAUNE	5,3	5,9	6,6	7,0
28	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE ET DEV DURABLE	4,4	5,0	5,6	6,0
	<b>Industries et services</b>	<b>28,7</b>	<b>33,4</b>	<b>37,6</b>	<b>40,0</b>
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	4,7	5,1	5,7	6,1
21	COMMERCE	1,4	1,7	1,9	2,0
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIAL ET ARTISANAT	6,1	7,0	7,9	8,4
23	TOURISME ET LOISIRS	16,5	19,6	22,1	23,4
	<b>Infrastructures</b>	<b>742,4</b>	<b>829,6</b>	<b>928,7</b>	<b>991,7</b>
45	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	31,7	34,3	38,3	41,0
36	TRAVAUX PUBLICS	334,7	367,4	410,6	439,1
46	TRANSPORTS	2,8	3,1	3,4	3,7
32	EAU ET ENERGIE	208,6	235,3	263,8	281,4
38	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	158,4	182,4	204,8	218,1
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	6,3	7,0	7,9	8,4
	<b>III. Administration générale et financière</b>	<b>40,9</b>	<b>46,7</b>	<b>52,4</b>	<b>55,9</b>
20	FINANCES	2,9	3,3	3,8	4,0
22	ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	25,5	28,8	32,3	34,4
7	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	8,9	10,5	11,8	12,6
10	MARCHES PUBLICS	2,7	3,0	3,4	3,6
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	0,9	1,1	1,2	1,3
	<b>IV. Défense et Sécurité</b>	<b>24,5</b>	<b>28,9</b>	<b>32,6</b>	<b>34,6</b>
13	DEFENSE	15,0	17,7	19,9	21,2
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	9,5	11,2	12,7	13,5
	<b>V. Souveraineté et Gouvernance</b>	<b>23,0</b>	<b>27,2</b>	<b>30,6</b>	<b>32,5</b>
	<b>Souveraineté</b>	<b>11,2</b>	<b>13,3</b>	<b>14,9</b>	<b>15,9</b>
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5,0	5,9	6,7	7,1

Chapitre budgétaire	INVESTISSEMENT (en milliards de FCFA)	LF	Projections		
		2016	2017	2018	2019
2	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1,7	2,0	2,3	2,4
4	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	2,5	3,0	3,3	3,5
5	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0,5	0,6	0,7	0,7
6	RELATIONS EXTERIEURES	1,5	1,8	2,0	2,1
	<b>Gouvernance</b>	<b>11,8</b>	<b>13,9</b>	<b>15,7</b>	<b>16,7</b>
8	JUSTICE	3,1	3,6	4,1	4,3
9	COUR SUPREME	0,5	0,6	0,7	0,7
51	ELECTIONS CAMEROON	0,8	0,9	1,1	1,1
11	CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT	0,5	0,6	0,7	0,7
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	0,5	0,6	0,7	0,7
3	ASSEMBLEE NATIONALE	3,2	3,8	4,3	4,5
53	SENAT	3,2	3,8	4,3	4,5
95	report crédit	1,5	1,8	2,0	2,1
	<b>VI. Total Ministères</b>	<b>1336,8</b>	<b>1508,5</b>	<b>1690,6</b>	<b>1803,6</b>
	<b>Autres dépenses d'investissement</b>	<b>189,0</b>	<b>233,2</b>	<b>214,7</b>	<b>203,5</b>
93	Dépenses de Restructuration & Réhabilitation (*)	30,0	30,0	30,0	30,0
94	Interventions en Investissement	134,0	163,2	159,7	148,5
92	Participation (*)	25,0	40,0	25,0	25,0
94	<i>Espace budgétaire (10% FINEX prévisionnels)</i>		<b>74,06</b>	<b>91,95</b>	<b>90,02</b>
	<b>TOTAL BIP</b>	<b>1525,8</b>	<b>1815,7</b>	<b>1997,3</b>	<b>2097,1</b>

Source : MINEPAT/MINFI

## ANNEXES

## Annexe : Projections du profil des allocations sectorielles et ministérielles (budget de fonctionnement 2017-2019)

Chapitre budgétaire	FONCTIONNEMENT (en milliards de FCFA)	LF		Projections		
		2015	2016	2017	2018	2019
	<b>Secteurs sociaux</b>	<b>589,1</b>	<b>606,7</b>	<b>617,3</b>	<b>678,0</b>	<b>747,5</b>
	<b>Education</b>	<b>434,0</b>	<b>452,2</b>	<b>460,1</b>	<b>505,3</b>	<b>557,1</b>
15	EDUCATION DE BASE	165,1	184,6	187,8	206,3	227,4
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	227,0	224,4	228,4	250,8	276,5
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	34,6	34,3	34,9	38,3	42,3
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	7,3	8,8	9,0	9,8	10,8
40	<b>SANTE</b>	<b>106,7</b>	<b>103,7</b>	<b>105,5</b>	<b>115,9</b>	<b>127,8</b>
	SANTE PUBLIQUE	106,7	103,7	105,5	115,9	127,8
	<b>Développement Social et Emploi</b>	<b>17,8</b>	<b>20,8</b>	<b>21,1</b>	<b>23,2</b>	<b>25,6</b>
41	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	3,9	4,0	4,1	4,5	5,0
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	5,1	5,9	6,0	6,6	7,3
42	AFFAIRES SOCIALES	4,8	5,0	5,1	5,6	6,1
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	4,0	5,9	6,0	6,6	7,2
	<b>Culture, sports et loisirs</b>	<b>30,6</b>	<b>30,1</b>	<b>30,6</b>	<b>33,6</b>	<b>37,0</b>
26	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	6,2	6,4	6,5	7,2	7,9
17	COMMUNICATION	7,0	6,9	7,0	7,7	8,5
16	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	14,1	13,3	13,5	14,8	16,3
14	ARTS ET CULTURE	3,3	3,5	3,5	3,9	4,3
	<b>Production et commerce</b>	<b>225,0</b>	<b>222,4</b>	<b>226,3</b>	<b>248,5</b>	<b>274,0</b>
	<b>Secteur rural</b>	<b>75,6</b>	<b>77,0</b>	<b>78,4</b>	<b>86,1</b>	<b>94,9</b>
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	43,5	45,2	46,0	50,6	55,7
31	ELEVAGE, PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES	15,0	15,5	15,8	17,3	19,1
33	FORETS ET FAUNE	13,8	13,2	13,4	14,8	16,3
28	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE ET DEV DURABLE	3,2	3,1	3,1	3,4	3,8
	<b>Industries et services</b>	<b>17,2</b>	<b>18,6</b>	<b>19,0</b>	<b>20,8</b>	<b>22,9</b>
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	4,2	5,4	5,5	6,0	6,6
21	COMMERCE	4,6	4,4	4,5	4,9	5,4
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIAL ET ARTISANAT	5,0	5,7	5,8	6,4	7,1
23	TOURISME ET LOISIRS	3,4	3,1	3,2	3,5	3,8
	<b>Infrastructures</b>	<b>132,1</b>	<b>126,7</b>	<b>129,0</b>	<b>141,6</b>	<b>156,1</b>
45	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	12,6	12,4	12,6	13,9	15,3
36	TRAVAUX PUBLICS	71,7	69,3	70,5	77,4	85,4
46	TRANSPORTS	5,9	6,0	6,1	6,7	7,4
32	EAU ET ENERGIE	5,7	5,6	5,7	6,2	6,9
38	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	22,1	19,2	19,6	21,5	23,7
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	14,2	14,3	14,5	15,9	17,6
	<b>Administration générale et financière</b>	<b>118,0</b>	<b>115,5</b>	<b>117,6</b>	<b>129,1</b>	<b>142,4</b>
20	FINANCES	44,4	43,4	44,1	48,4	53,4
22	ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	7,6	6,7	6,8	7,5	8,3

Chapitre budgétaire	FONCTIONNEMENT (en milliards de FCFA)	LF		Projections		
		2015	2016	2017	2018	2019
7	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	34,3	33,3	33,9	37,2	41,0
10	MARCHES PUBLICS	19,5	20,0	20,4	22,4	24,7
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	12,2	12,2	12,4	13,6	15,0
	<b>Défense et Sécurité</b>	<b>291,0</b>	<b>298,8</b>	<b>304,0</b>	<b>333,9</b>	<b>368,1</b>
13	DEFENSE	200,3	214,7	218,5	240,0	264,5
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	90,7	84,0	85,5	93,9	103,5
	<b>Souveraineté et Gouvernance</b>	<b>184,8</b>	<b>179,1</b>	<b>182,2</b>	<b>200,2</b>	<b>220,7</b>
	<b>Souveraineté</b>	<b>95,2</b>	<b>92,7</b>	<b>94,4</b>	<b>103,6</b>	<b>114,3</b>
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	44,2	43,0	43,8	48,1	53,0
2	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	10,0	9,3	9,5	10,4	11,5
4	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	12,0	10,8	11,0	12,1	13,3
5	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3
6	RELATIONS EXTERIEURES	27,9	28,5	29,0	31,9	35,1
	<b>Gouvernance</b>	<b>89,6</b>	<b>86,4</b>	<b>87,9</b>	<b>96,5</b>	<b>106,4</b>
8	JUSTICE	42,9	41,8	42,5	46,7	51,4
9	COUR SUPREME	4,0	3,9	4,0	4,3	4,8
51	ELECTIONS CAMEROON	9,6	8,8	8,9	9,8	10,8
11	CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4,3	4,1	4,2	4,6	5,1
	Chambre des comptes			-	-	-
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9
3	ASSEMBLEE NATIONALE	15,8	15,3	15,6	17,1	18,9
53	SENAT	12,2	11,8	12,0	13,2	14,5
95	report crédit	2,5	1,0	1,0	1,1	1,2
	<b>Total Ministères</b>	<b>1410,3</b>	<b>1423,5</b>	<b>1448,5</b>	<b>1590,8</b>	<b>1753,8</b>
	Chapitres communs fonctionnement	749,6	557,6	580,1	626,2	676,5
55	PENSIONS	183,0	194,0	199,8	205,8	212,0
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	331,3	135,0	148,2	162,5	177,9
65	DEPENSES COMMUNES	235,3	228,6	232,1	257,9	286,6
	<b>TOTALES DEPENSES COURANTES</b>	<b>2159,9</b>	<b>1981,1</b>	<b>2028,6</b>	<b>2217,0</b>	<b>2430,3</b>

Source : projections MINEPAT